

# **CONTRAT DE CONCESSION EMPORTANT CONCESSION DE SERVICE PUBLIC**

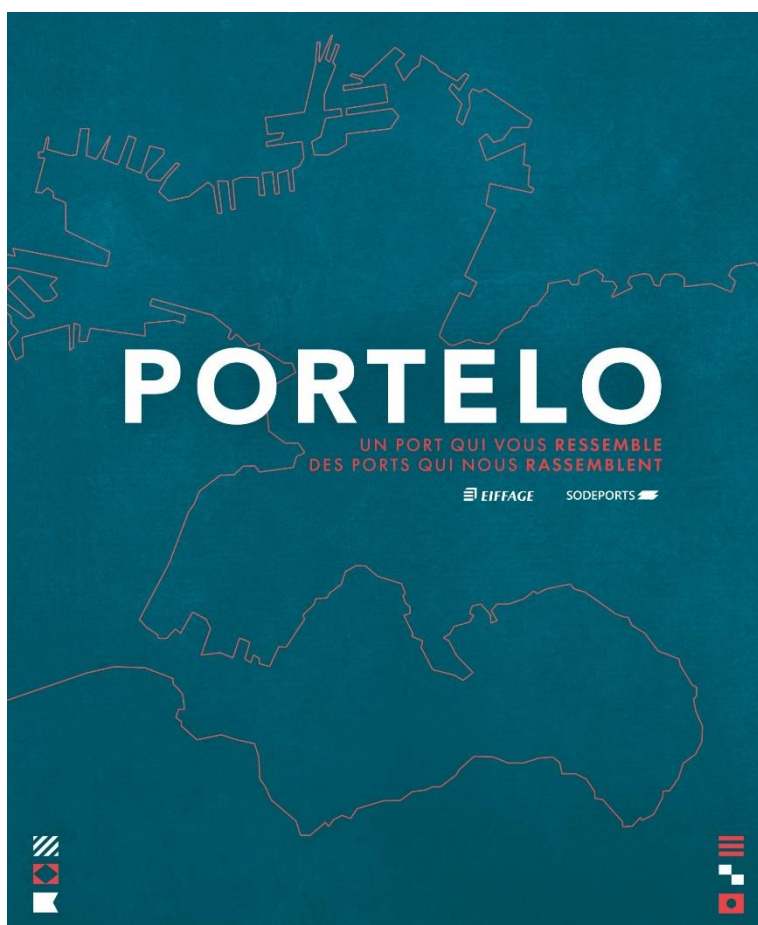
**POUR**

**L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE LA RADE DE  
TOULON**

**Métropole Toulon Provence Méditerranée**

## **ANNEXE 21**

**PRINCIPAUX TERMES ET CONDITIONS DU PROTOCOLE  
TRIPARTITE A CONCLURE ENTRE LE CONCEDANT, LE  
CONCESSIONNAIRE ET L'ANCIEN CONCESSIONNAIRE**



# **PROTOCOLE TRIPARTITE DE TRANSFERT RELATIF A LA CONCESSION PLAISANCE**

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>TITRE 1. PRINCIPES FINANCIERS DU TRANSFERT .....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 1 SOLDE FINANCIER .....	7
ARTICLE 2 REGIME FISCAL.....	7
<b>TITRE 2. ÉLEMENTS TRANSFERES DE LA CCIV AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE .....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 3 TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS, DETTES ET CREANCES SALARIALES (REMUNERATIONS, TEMPS ET DROITS ACQUIS) AU NOUVEAU DELEGATAIRE.....	8
ARTICLE 4 MODALITES DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS ET INFORMATIONS.....	11
ARTICLE 5 RELEVÉ DES COMPTEURS D'EAU, DE GAZ ET D'ELECTRICITE .....	13
ARTICLE 6 BASES DE DONNEES INFORMATIQUES .....	13
ARTICLE 7 DEMANDES RELATIVES A DES DONNEES ARCHIVEES.....	14
ARTICLE 8 CONTRATS CONCLUS PAR LA CCIV .....	14
ARTICLE 9 PRESTATIONS EXECUTEES PAR LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE A COMPTER DU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2024 POUR LE COMPTE DE LA CCIV .....	15
ARTICLE 10 REPARTITION DES RECETTES ENTRE LA CCIV ET LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE CONCERNANT LES EXERCICES 2023 ET 2024.....	16
ARTICLE 11 LITIGES .....	17
ARTICLE 12 BALANCE DES PAIEMENTS ENTRE LA CCIV ET LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE.....	17
<b>TITRE 3. ÉLEMENTS TRANSFERES DE LA CCIV AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE ET A L'AUTORITE CONCEDANTE ..</b>	<b>19</b>
ARTICLE 13 CESSION DES STOCKS ET APPROVISIONNEMENTS .....	19
ARTICLE 14 SORT DES LOGICIELS, LICENCES ET FICHIERS DES CLIENTS-ABONNES.....	19
<b>TITRE 4. DISPOSITIONS DIVERSES LIEES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE .....</b>	<b>21</b>
ARTICLE 15 ASSURANCES.....	21
ARTICLE 16 TRANSMISSION DES CLEFS ET CODES D'ACCES .....	21
ARTICLE 17 POLLUTION DES SOLS.....	21
ARTICLE 18 APPLICATION ET DUREE DU PRESENT PROTOCOLE .....	21
ARTICLE 19 TRANSITION AU TERME DE LA CONCESSION .....	22
ARTICLE 20 NOTIFICATIONS.....	23
ARTICLE 21 REGLEMENT DE LITIGES.....	23
ARTICLE 22 LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE .....	23
ARTICLE 23 TRANSMISSION DU PROTOCOLE .....	24

## **LISTE DES ANNEXES ..... 25**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**Toulon Provence Méditerranée,**

Dont le siège est situé 107 Boulevard Henri FABRE – 83000 TOULON

Représentée par son Président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes par une délibération du Conseil Métropolitain en date du (**à compléter**).

**Ci-après dénommée : « TPM » ou « le Concédant » ou « l'Autorité Concédante »,**

**ET**

***La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var,***

Etablissement Public créé par ordonnance du 13 Juin 1833, régie par les dispositions du titre premier du livre septième du Code de Commerce, domicilié en son hôtel, sis à Toulon, Palais de la Bourse, 236 Boulevard du Maréchal Leclerc.

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Basil GERTIS, élu à cette fonction au terme d'un vote de l'Assemblée Générale du 23 Novembre 2021 et dûment habilité aux fins des présentes par une décision de l'Assemblée Générale en date du (**à compléter**).

**Ci-après dénommée : « LA CCIV »,**

**ET**

**[FUTUR CONCESSIONNAIRE]**

**Ci-après dénommé : « le Nouveau Concessionnaire »,**

**ci-après dénommées collectivement « Les Parties »,**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

# PRÉAMBULE

Le présent Protocole a pour objet d'assurer la continuité de service public de la concession plaisance, en fixant notamment les modalités de transfert vers le Nouveau Concessionnaire des salariés et des biens de l'exploitation de la concession de service public.

Le présent Protocole est conclu en considération du principe de continuité du service public tel qu'affirmé par le Conseil Constitutionnel (décision n°79-105 DC du 25 juillet 1979) et rappelé par le Conseil d'État (CE, 13 juin 1980, Mme Bonjean, Rec. p. 274) ainsi que des documents énumérés ci-après :

- Le contrat de concession de service public entre TPM et LA CCIV pour l'exploitation des ports de plaisance, arrive à expiration le 31 décembre 2023 (ci-après dénommée la « Concession de service public ») ;
- La concession de service public entre TPM et le Nouveau Concessionnaire à compter du 1er janvier 2024 (ci-après dénommée la « Nouvelle concession de service public »).

Le présent Protocole est signé par l'Autorité Concédante, la CCIV et le Nouveau Concessionnaire. Ce Protocole leur est pleinement opposable.

Ce Protocole lie les Parties définitivement et irrévocablement pour les seuls sujets traités aux termes des présentes et ce, sans préjudice d'autres éventuels différends nés ou à naître entre le Nouveau Concessionnaire, et/ou LA CCIV, et/ou l'Autorité Concédante, le cas échéant, et qui n'ont pas été traités par le présent Protocole.

La CCIV, en sa qualité d'exploitant actuel et TPM, pour les ports exploités en régie et intégrant le périmètre concessif, cesseront l'exploitation des ports de plaisance, le 31 décembre 2023 à 23H59. Afin d'assurer la continuité du service public, le présent Protocole a pour objet de régler les questions permettant le démarrage de l'exploitation des ports de plaisance par le Nouveau Concessionnaire le 1er janvier 2024 à 00h00.

Ces questions portent notamment sur les salariés, les contrats, les logiciels et les biens nécessaires à l'exploitation du service public. Le présent Protocole précise également les engagements financiers respectifs des Parties.

S'agissant des salariés de LA CCIV affectés à l'exploitation et aux fonctions supports dudit service public, ceux-ci sont transférés au Nouveau Concessionnaire en sa qualité de nouvel exploitant du service public, en application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail.

Par ailleurs, les biens nécessaires à l'exploitation des ports seront repris par l'Autorité Concédante selon les conditions d'évaluation et de paiement précisés dans le contrat de concession entre l'Autorité Concédante et LA CCIV.

Les biens nécessaires à l'exploitation des ports repris par l'Autorité Concédante pour être mis à disposition du Nouveau Concessionnaire dans le cadre de la Nouvelle Concession de service public feront l'objet d'un premier état contradictoire entre les Parties dans un délai d'un mois suivant la date de signature du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention d'occupation temporaire qui lie l'Autorité Concédante et LA CCIV, les bureaux et installations à usage de bureau du port de la Darse Nord du Mourillon seront mis à la disposition du Nouveau Concessionnaire par la CCIV et ce en contrepartie d'une redevance d'occupation.

Le sort des biens sera traité, d'une part entre LA CCIV et l'Autorité Concédante, et d'autre part entre le Nouveau Concessionnaire et l'Autorité Concédante conformément aux droits et obligations de chacun vis-à-vis de l'Autorité Concédante.

Le présent Protocole porte notamment sur les points suivants :

- L'inventaire contradictoire des biens et des installations ;
- Le transfert des salariés et le sort des créances salariales ;
- Les bases de données informatiques ;
- Le transfert d'une partie de la trésorerie au Nouveau Concessionnaire relative à l'ensemble des engagements qui lui seront transférés par LA CCIV ;
- La liste des contrats conclus par LA CCIV et à transférer pour les stricts besoins de l'exploitation du service public et de sa continuité.

En conséquence, les Parties signataires du présent Protocole conviennent des modalités suivantes :

## **Titre I. PRINCIPES FINANCIERS DU TRANSFERT**

---

La CCIV, et le cas échéant l'Autorité concédante, garantissent le Nouveau Concessionnaire contre toute conséquence, y compris toute perte, dommage, préjudice, charge, taxe ou coût encourus par le Nouveau Concessionnaire, trouvant sa cause ou son origine dans un événement, un fait, une action ou une omission de la CCIV ou de l'Autorité Concédante antérieur au 1er janvier 2024 et qui n'a pas été porté à la connaissance du Nouveau Concessionnaire avant le 1er janvier 2024.

L'ensemble des informations et documents existants sous format électronique seront transférés au Nouveau Concessionnaire à titre gracieux.

### **ARTICLE I SOLDE FINANCIER**

---

L'ensemble des flux financiers générés par les différentes opérations définies au Titre 2 et 3 du présent Protocole devront être soldées au plus tard le 30 juin 2024. La CCIV et l'Autorité Concédante s'acquitteront des dettes et recouvreront les créances qui seront afférentes à la période antérieure à la date d'entrée en vigueur effective du Contrat.

Le Nouveau Concessionnaire s'acquittera des dettes et recouvrera les créances afférentes à la période postérieure à la date d'entrée effective en vigueur du Contrat.

La CCIV et l'Autorité Concédante transmettent au Nouveau Concessionnaire la liste des usagers qui, à la date d'entrée en vigueur effective du Contrat, sont en retard de paiement de la redevance dont ils sont débiteurs à l'égard de l'Ancien Concessionnaire ou de l'Ancien Gestionnaire en application des contrats de location qu'ils ont conclu avec ces derniers (Annexe 3).

### **ARTICLE 2 REGIME FISCAL**

---

À titre liminaire, le régime fiscal du transfert des biens mobiliers, immobiliers nécessaires à l'exploitation est précisé ci-dessous.

LA CCIV, l'Autorité Concédante, et le Nouveau Concessionnaire étant tous trois assujettis à la TVA, et le Nouveau Concessionnaire s'engageant à exploiter l'universalité ainsi transmise, les Parties entendent bénéficier de la dispense de taxation à la TVA, conformément à l'article 257 bis du Code Général des Impôts et à l'instruction administrative BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10, prévue dans le cas de changement de mode d'exploitation.

Par ailleurs, en plus de la dispense de TVA sur les transferts de biens mobiliers, immobiliers, aucune régularisation de TVA n'est requise au titre du transfert des biens mobiliers et immobiliers ayant ouvert droit à déduction. Le Nouveau Concessionnaire est tenu, s'il y a lieu, d'opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cession ou de livraison à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission d'universalité. Il est par ailleurs précisé que la transmission d'universalité n'entraîne pas une remise à zéro des délais de régularisation.

LA CCIV et le Nouveau Concessionnaire s'engagent à transcrire les opérations de transfert sur leurs déclarations de TVA respectives (sur la ligne « Autres opérations non imposables »).



## **Titre 2. ÉLEMENTS TRANSFERES DE LA CCIV AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE**

---

### **ARTICLE 3 TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS, DETTES ET CREANCES SALARIALES (REMUNERATIONS, TEMPS ET DROITS ACQUIS) AU NOUVEAU DELEGATAIRE**

---

#### **3.1 Obligation de reprise du personnel**

La liste des salariés concernés, au titre du transfert de la gestion des services concédés, soit la reprise du personnel de LA CCIV par le Nouveau Concessionnaire en application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail et de l'article III.15 de la concession de service public, figure à l'Annexe 1 du présent Protocole.

Dès réception de la notification du Contrat de concession au Nouveau Concessionnaire, LA CCIV remet gratuitement, sous format électronique, et par exception sous format papier :

- La convention collective ainsi que tous les accords locaux, usages applicables au personnel de LA CCIV et réceptionnés de leur transmission à la DIRRECTE, le cas échéant (Règlement intérieur, chartes internes en vigueur, utilisation vidéosurveillance, vidéo-protection, informatique, ...);
- Contrats et avenants au contrat de travail pour chacun des salariés concernés ;
- Toutes les pièces du dossier individuel de chaque salarié de la CCIV ; pièce d'identité et, permis de conduire, attestation de carte vitale (sous réserve de l'accord du salarié concerné) ;
- Fiche d'aptitude médicale en cours délivrée par le Médecin du Travail ;
- Attestations de formation ;
- Liste des représentants du personnel disposant de mandats électifs ou désignatifs (DS ou RSS), nombre et répartition des CSE, le cas échéant ;
- Liste des salariés ayant fait l'objet d'une rupture de contrat connu au 31 décembre 2023 et devant leur STC en 2023 (avec données de rupture : type de rupture, fiches individuelles du salarié sur les 24 derniers mois ou période de calcul si plus ancienne en cas de longue maladie, etc.) ;
- Liste à jour des arrêts maladie classique ou suite à accident de trajet ou de travail, ou encore en arrêt pour maladie professionnelle, sous couvert du secret médical, maternité, paternité, mi-temps thérapeutique en cours indiquant le suivi des arrêts, le nombre de jours d'indemnisation restant et le nombre de jours utilisés ;
- Liste des salariés absents pour congé parental, autres absences avec les dates de début et de fin d'absence ainsi que le motif d'absence. En présence d'un CIF, la date de retour et le pourcentage de prise en charge de rémunération du FONGECIF sont indiqués ;
- Liste des salariés en CDD en cours (motifs du CDD, date de début de contrat, date de premier renouvellement éventuel) et base de calcul pour l'indemnité de précarité au 31 décembre 2023 ;
- Liste des intérimaires au 31 décembre 2023 (motif de l'intérim, date de début de contrat, date de fin de contrat, date et motif des précédentes périodes si renouvellement) ;
- Liste des salariés à temps partiels et modalités du temps partiel ;

- Liste des salariés à date comprenant notamment le nom, le prénom, l'âge, l'ancienneté dans l'entreprise, le niveau de qualification professionnelle (en ce compris la disposition du permis côtier, de l'habilitation électrique, du BRACPN (brevet restreint d'aptitude à la conduite de petit navire), du CRR et de l'ADR), l'échelon de qualification occupé au sein de la structure d'accueil, le type de contrat de travail, l'intitulé du poste, l'encadrement éventuel, le degré d'affectation (en pourcentage) à l'exécution de l'exploitation portuaire, le port d'affectation si concerné, la convention collective ou statut applicable, le montant total de la rémunération pour l'année civile précédente (primes et charges comprises), le journal de paie, le détail de la rémunération (salaire de base, avantages, intéressement) l'existence éventuelle dans le contrat de travail, dans la convention ou dans le statut d'une clause ou d'une disposition pouvant faire obstacle au transfert de l'intéressé à un autre exploitant ;
- Descriptifs des postes pour chaque salarié (fiches de poste si possible) ;
- Temps et rythme de travail (notamment planning des agents portuaires) ;
- Liste des contrats de mutuelle et prévoyance, et les tarifs associés ;
- Description du système de paie utilisé (paie externalisée ? Logiciel utilisé ? Paramétrage, etc...) ;
- Document attestant que la Médecine du Travail et l'Inspection du Travail ont été informés de la continuité des contrats de travail du personnel transféré au projet du nouveau concessionnaire avec la liste des personnes concernées ;
- Contentieux ou pré-contentieux en cours sur le volet droit social et droit des salariés de la sécurité sociale ;
- Suivi daté de la réalisation des entretiens professionnels et des bilans à 6 ans ;
- Liste des formations réalisées par les collaborateurs et celles planifiées ou autorisées sur 2024 ;
- État et dossiers des saisies arrêts sur salaires et pensions alimentaires concernant le personnel ;
- Liste des salariés concernés par un changement contractuel en janvier 2024 (poste/coefficient/autre) ;
- En sus de ces éléments, seront communiqués le 20 janvier 2024 au plus tard les états individuels des soldes de congés payés à la date du 31 décembre 2023. (Transmission d'une première liste le 30 octobre 2023 puis d'une liste actualisée au 31 décembre 2023) ;

### 3.2 Transfert des engagements, dettes et créances liées au personnel

LA CCIV procède, au plus tard à la date du 31 Mars 2024, à l'arrêt de ses comptes liés aux engagements, dettes et créances liée au personnel constaté au 31 décembre 2023 ainsi qu'au règlement des éventuels acomptes au crédit du personnel, afin de définir :

- Les dettes et créances salariales (notamment arriérés de salaires, primes, indemnités de congés payés, etc.) qui lui incombent au titre de l'exploitation jusqu'au 31 décembre 2023.
- Les éventuels prêts, avances ou acomptes effectués au bénéfice du personnel dans les droits desquels le Nouveau Concessionnaire subrogera LA CCIV.
- Les droits acquis au titre de l'épargne salariale à compter du 1er janvier 2024 et les frais inhérents à la gestion des fonds d'épargne correspondant aux droits acquis à compter du 1er janvier 2024 inclus. LA CCIV fera son affaire des frais de gestion et des droits acquis jusqu'au 31 décembre 2023 inclus.
- Les cotisations sociales dues au titre de l'exploitation jusqu'au 31 décembre 2023 (y compris les déclarations mensuelles de décembre 2023 et annuelle 2023) à l'URSSAF, à l'UNEDIC, aux Caisses de prévoyance (retraite, mutuelle) et autres éléments constituant la fiche de paie (pour les parts salariales et patronales).

- Les déclarations sociales et parafiscales jusqu'au 31 décembre 2023.  
D'une manière générale, les engagements, dettes et créances sociales nées à compter du 1er janvier 2024 inclus seront à la charge du Nouveau Concessionnaire.
- Les créances de temps dues aux salariés, au titre de l'exploitation valorisées en date du 31 décembre 2023, comme les congés payés, repos compensateurs, et récupérations seront transférés avec un état des provisions.
- La trésorerie afférente aux provisions sociales inscrites à la balance des paiements de la concession acceptée par l'Autorité concédante et relatives aux engagements de fin de carrière sera transférée au Nouveau Concessionnaire,
- Les congés acquis avant le 1er juin 2023 et non pris au 31 décembre 2023 seront transférés avec les provisions. Les congés acquis après le 1er mai 2023 (et non consommés au 31/12/23) sont transmis au Nouveau Concessionnaire [avec (les provisions). La CCIV soldera l'ensemble des congés acquis avant le 01/06/2023 et non pris au 31/05/2024.
- Traitement de l'annualisation : 8/12ème à charge de LA CCIV (juin à décembre 2023), les compteurs seront arrêtés au 31/12/2023 et les heures supplémentaires éventuelles seront versées aux salariés avec les majorations de décembre.
- Compte épargne temps : Si la société attributaire a un accord de compte épargne temps les provisions seront transférées, si non le CET sera versé aux salariés, à la charge de la CCIV.

Le Nouveau Concessionnaire reprendra en conséquence à leur valeur calculée de manière contradictoire les provisions sociales et dettes sociales listées ci-dessous et qui seront intégrées au passif du bilan d'ouverture du Nouveau Concessionnaire :

- Eléments variables de la rémunération des salariés transférés ;
- Primes annuelles des salariés transférés ;
- Montant de la participation ;
- Provision sur les congés payés/RTT ;
- Indemnités de départ à la retraite.

Il est entendu :

- Qu'il existe un accord d'intéressement au sein de la CCI ;
- Les versements au titre de la participation et de l'intéressement 2023 seront effectués par LA CCIV avant le 30/06/2024 aux salariés.
- Que LA CCIV fait son affaire du versement des primes individuelles d'objectifs au titre de l'année 2023.

LA CCIV règle, notamment auprès des organismes de formation et des entreprises de travail temporaire, les factures et engagements correspondant à des dépenses engagées jusqu'au 31 décembre 2023 inclus.

Le Nouveau Concessionnaire analysera au cas par cas la situation des salariés ayant été autorisés à suivre une formation avant le 31 décembre 2023 inclus ou ayant entamé une formation se terminant après le 31 décembre 2023, et fera son affaire, sous son entière responsabilité, de toute décision de poursuite ou non desdites sessions de formation en fonction de son propre programme dans le cadre de la nouvelle concession de service public. Le Nouveau Concessionnaire prendra à sa charge au prorata temporis les coûts correspondants aux jours de formation à partir du 1er janvier 2024, des salariés dont il autorise la poursuite des formations engagées ou autorisées avant le 31 décembre 2023.

Afin de faciliter, le cas échéant, une nouvelle planification des formations, LA CCIV transmet au Nouveau Concessionnaire la liste des formations engagées ou planifiées par salarié au-delà de la date du 31 décembre 2023 (transmission d'une première liste le 31 octobre puis d'une liste actualisée au 31 décembre 2023) ;

LA CCIV acquittera également les notes de frais correspondant à des dépenses antérieures au 31 décembre 2023 inclus.

LA CCIV mettra une fin de subrogation des IJSS au 31/12 et le nouveau concessionnaire demandera la subrogation à compter du 1er janvier 2024. La CCIV les IJSS versées par la Sécurité Sociale au titre de 2023 sur un bulletin complémentaire.,

Concernant le cas particulier des personnels en CDD recrutés en 2023 et dont la date de fin de contrat se termine avant le 31 décembre 2023, la prime de précarité sera payée par la CCIV.

La prime de précarité des CDD finissant après le 31/12/2023 seront pris en charge au prorata temporis par la CCIV et le nouveau concessionnaire.

### **3.3 Autres dettes et créances transférées**

LA CCIV fait son affaire personnelle et prend en charge tout autre engagement, dette ou créance social (vis-à-vis de créanciers autres que les salariés) née jusqu'au 31 décembre 2023 inclus.

Les CDD finissant après le 31/12/2023 seront pris en charge par le nouveau concessionnaire

## **ARTICLE 4 MODALITES DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS ET INFORMATIONS**

---

Dans les limites de la loi en vigueur (secret des affaires, secret médical ou de la vie privée, application du RGPD etc), la CCIV et l'Autorité Concédante ont remis gratuitement, au Nouveau Concessionnaire l'ensemble des informations, données, outils (y compris les logiciels et licences) utiles à l'exécution du Contrat.

Sous réserve d'en avertir l'Autorité Concédante ou la CCIV cinq (5) jours ouvrés avant la date de visite envisagée, le Nouveau Concessionnaire pourra avant la date d'entrée en vigueur effective du Contrat, visiter les installations du périmètre délégué du Contrat.

Le Nouveau Concessionnaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour ne pas perturber l'exploitation des ports qu'il visite. Le Nouveau Concessionnaire respectera l'ensemble des conditions de sécurité applicables sur le périmètre visité.

### **4.1 Elections de domicile**

Le Nouveau Concessionnaire domicilie son siège social [à compléter], à compter du 1er janvier 2024.

LA CCIV est domiciliée en son hôtel, sis à Toulon, Palais de la Bourse, 236 Boulevard du Maréchal Leclerc à compter du 1er janvier 2024.

### **4.2 Informations des salariés et des organismes**

LA CCIV s'engage également, dès connaissance de l'attributaire, à :

- Organiser un CSE auquel le Nouveau Concessionnaire participera ;

- Adresser à l'ensemble des salariés un courrier individuel d'information concernant le transfert d'activité après relecture de document par le Nouveau Concessionnaire ;
- Informer la Médecine du travail et l'Inspection du travail, de la continuité des contrats de travail du personnel transféré au profit du Nouveau Concessionnaire ; Copies de ces courriers seront communiquées au Nouveau Délégué ;
- Informer les bénéficiaires des avis à tiers détenteur et saisies arrêts du changement d'employeur au 1er janvier 2024.

### **Documents et informations relatifs aux ouvrages existants et équipements existants :**

La CCIV s'engage à transmettre au Nouveau Concessionnaire l'ensemble des documents nécessaires pour la bonne continuité de l'exploitation des ports, et notamment pour chaque port :

- Arrêté d'autorisation, d'enregistrement, de déclaration ICPE
- Dossiers de demande et autorisations administratives en cours de validité
- Liste des travaux (en cours et réalisés): maintenance et petits investissements, réhabilitation, investissements...
- Rapport de maintenance des ouvrages maritimes
- Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)
- Dossier des Ouvrages Exécutés
- Etudes et plans des ouvrages et bâtiments
- Etat des lieux sortant
- Diagnostics techniques et environnementaux
- Rapport du bureau de contrôle et rapports de levées de réserves des observations du bureau de contrôle
- Compte rendu des visites réglementaires sur tout le matériel Dossiers et rapports de repérage amiante
- Constat des risques d'exposition au Plomb
- Etat des installations intérieures électrique (diagnostic "électricité")
- Etat des risques et pollutions (ERP) : risques naturels, miniers, technologiques, sismicité, potentiel radon, sols pollués, nuisances sonores
- Rapport annuel des prestataires
- Carnet d'entretien des Ouvrages par port (mouillage, anodes...)
- Dossier d'enregistrement des bateaux de service au registre du commerce
- Taux de sinistralité
- Sinistre en cours
- Contentieux et réclamation en cours

## **ARTICLE 5 RELEVÉ DES COMPTEURS D'EAU, DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ**

Un relevé d'index contradictoire de l'ensemble des compteurs d'eau, de gaz, et d'électricité en présence d'un huissier sera établi par LA CCIV et le Nouveau Concessionnaire le 31 décembre 2023. Pour les compteurs qui ne peuvent être relevés par télétransmission les données sont communiquées aux fournisseurs des services concernés et servent également à la valorisation des consommations respectives de LA CCIV et du Nouveau Concessionnaire.

LA CCIV s'engage, pour sa part, à régler les consommations afférentes auxdits services jusqu'au dernier jour de la concession de service public dont il elle est titulaire, et s'agissant des abonnements, au prorata temporis.

Le Nouveau Concessionnaire s'engage à procéder aux démarches nécessaires à l'établissement des contrats de fourniture d'eau, de gaz et d'électricité, afin de garantir la reprise de l'activité déléguée, et la gestion des biens mis à disposition sur la base des éléments fournis par LA CCIV dans un délai de 30 jours à compter de la signature du Contrat de concession et selon la capacité des fournisseurs, à réaliser les changements dans les délais.

À compter du 1er janvier 2024, à titre exceptionnel, après accord exprès du Nouveau Déléataire, en cas de continuité d'un contrat nécessaire à la bonne exécution du service public, LA CCIV refacture à l'euro/l'euro au Nouveau Concessionnaire, les coûts qu'elle supporte au titre de ce contrat, sur présentation de justificatifs.

## **ARTICLE 6 BASES DE DONNEES INFORMATIQUES**

LA CCIV transmet au Nouveau Concessionnaire les bases de données informatiques 2023 liées au service public délégué.

En particulier, la CCIV transmet au Nouveau Concessionnaire :

- Une base de données clients exploitable provisoire en format .xls, .xml, .csv, ou .txt, comprenant notamment : les informations clients, navires, échéances, règlements ;
- Une base de données des plans d'eau exploitable provisoire comprenant pour chaque port notamment : le nombre exact de postes d'amarrage, leurs dimensions, la nature des contrats pour chaque poste.

L'ensemble des éléments définitifs sont transmis par la CCIV au Nouveau Concessionnaire le 31/12/2023.

Dans ce cadre, le Nouveau Concessionnaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel transmise, notamment les articles L300-1 et suivants du Code des Relations entre le Public et l'Administration, et à assurer, le cas échéant, l'information des personnes dont les données ont été collectées. Le nouveau Concessionnaire garantit la mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données et indemnise LA CCIV en cas de réclamation portant sur une éventuelle non-conformité qui serait imputable au nouveau Concessionnaire.

Il est précisé que les bases de données seront expurgées des éventuelles informations relevant de la protection du secret industriel et commercial.

LA CCIV transmet la base de données clients pour assurer la continuité du service, il informera les clients de ce transfert et indiquera que LA CCIV n'est plus responsable de ces données à compter de ce transfert.

Le Nouveau Concessionnaire transmet les mesures de protection mises en œuvre pour protéger ces données avant le transfert. Ce transfert se fera en toute sécurité et garantira la confidentialité des données.

Les conditions techniques de cette transmission seront établies d'un commun accord entre les Parties, après un examen des différents systèmes actuellement exploités par LA CCIV.

LA CCIV déclare être en règle par rapport à l'ensemble de ses obligations relatives à la loi informatique et libertés, notamment au regard des déclarations devant, le cas échéant, être opérées auprès de la CNIL.

## **ARTICLE 7      DEMANDES RELATIVES A DES DONNEES ARCHIVEES**

S'agissant d'archives publiques, certains documents devront rester archivés à LA CCIV conformément aux règles d'archivage publics avec un droit de consultation étendu au nouveau concessionnaire.

## **ARTICLE 8      CONTRATS CONCLUS PAR LA CCIV**

Le Nouveau Concessionnaire est subrogé à LA CCIV dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exploitation du service.

Dans l'hypothèse où l'Autorité Concédante et le Nouveau Concessionnaire décideraient de ne pas appliquer ce principe de subrogation, elle fera son entière affaire de toutes les conséquences en découlant, au titre de la poursuite des activités et de la continuité du service public concédé, sans que la responsabilité de LA CCIV puisse être à aucun moment recherchée.

LA CCIV remet à la signature du contrat de concession au Nouveau Concessionnaire une liste exhaustive des contrats conclus pour l'exécution de la concession de service public, strictement en lien avec la continuité de service public

Cette liste comprendra notamment les contrats relatifs aux opérateurs télécoms, la fourniture de fluides (eaux - électricité), les éventuelles barrières des parcs des stationnements, les polices d'assurance, la surveillance du périmètre délégué, sous-traitance éventuelle, l'entretien des installations, l'entretien des espaces verts, la sécurité incendie, les contrôles réglementaires, les TPE.

Sur la base de cette liste et pour les contrats ayant un terme postérieur au 31 décembre 2023 dont le contenu est transmis au Nouveau Concessionnaire par LA CCIV, le Nouveau Concessionnaire définit, et indique à LA CCIV, le 15 décembre 2023 au plus tard, les contrats pour lesquels il entend se subroger dans les droits et obligations de LA CCIV. Cette subrogation sera sans frais pour le Nouveau Concessionnaire.

A défaut pour le Nouveau Concessionnaire d'avoir indiqué pour cette date, à LA CCIV, son intention de poursuivre lesdits contrats, ceux-ci seront automatiquement résiliés par LA CCIV.

L'ensemble des courriers de résiliation est joint en annexe au protocole (annexe [XX]).

LA CCIV transmet également au Nouveau Concessionnaire au plus tard le [\*] : la liste des commandes en cours ainsi que la liste des éventuels contentieux et précontentieux (notamment réclamations) en cours notamment avec les prestataires, les fournisseurs et l'administration fiscale.

LA CCIV ou l'Autorité Concédante transmet au Nouveau Concessionnaire au plus tard le 31 août 2023 la liste des AOT, les contrats et le cas échéant avec leurs avenants en cours. Cette liste figure en Annexe [XX]

La CCIV et l'Autorité Concédante s'engagent à transférer au Nouveau Concessionnaire tous les dépôts de garantie et contrats d'assurance dont ils disposent au titre des conventions d'occupation domaniale. La liste desdites garanties figure en Annexe 2 Bis.

## **ARTICLE 9 PRESTATIONS EXECUTEES PAR LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024 POUR LE COMPTE DE LA CCIV**

Le Nouveau Concessionnaire s'engage à assister LA CCIV dans l'accomplissement des opérations et déclarations suivantes qui restent sous la responsabilité de LA CCIV qui a en charge leur réalisation :

- Répondre aux sollicitations des salariés dans la mesure où celles-ci n'engagent pas LA CCIV et concernent les exercices antérieurs au 1er janvier 2024 sous réserve de disposer de toutes les informations nécessaires.
- Aide à l'établissement du rapport annuel 2023 en application du calendrier des tâches communiqué par LA CCIV.
- Informations liées aux déclarations annuelles de l'exercice 2023 (taxe apprentissage, travailleurs handicapés, reporting social, ...).
- Émission des factures de décembre 2023.
- Eléments de calcul des redevances et de l'intéressement 2023.
- Finalisation de la clôture des comptes annuels 2023 en application du calendrier des tâches et des process budgétaires communiqués par LA CCIV.
- Suivre les recouvrements d'ordre et pour compte des sommes dues au titre des exercices antérieurs (créances et recouvrement).
- Assurer la tenue, le suivi et la justification de la balance des paiements. Ces éléments seront communiqués à l'Ancien Délégué, en formats numérique, selon un rythme mensuel du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024, et ce, jusqu'à validation définitive des flux, et leurs soldes entre LA CCIV et le Nouveau Concessionnaire jusqu'à l'apurement des comptes prévu au 30 juin 2024.
- À compter du 1er janvier 2024, afin de permettre à LA CCIV de s'assurer que les opérations exécutées pour son compte sont correctement réalisées, le Nouveau Concessionnaire s'engage à autoriser, dans la mesure où cela s'avérerait nécessaire, la présence dans les locaux administratifs de l'entreprise de représentants désignés de LA CCIV. Les noms et coordonnées des représentants de LA CCIV en charge des opérations à traiter dans le cadre du présent Protocole sont précisés à l'Annexe [XX]. LA CCIV s'engageant d'ores et déjà à ce que le personnel concerné observe des règles strictes de discrétion et ne perturbe pas les activités d'exploitation. A l'inverse, selon ces mêmes règles, le Nouveau Concessionnaire s'engage dans la mesure où cela s'avérerait nécessaire pour la bonne exécution de la finalisation des opérations de LA CCIV, à autoriser la présence de représentants désignés de la Nouvelle Concession, dans les locaux administratifs de LA CCIV.
- À compter du 1er janvier 2024, transmettre à LA CCIV tout courrier qui lui est adressé mais réceptionné par le Nouveau Délégué. La transmission du courrier devra être effectuée à : XXXXX



## **ARTICLE 10 REPARTITION DES RECETTES ENTRE LA CCIV ET LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE CONCERNANT LES EXERCICES 2023 ET 2024**

### **10.1 Principe de reversement de recettes**

D'une manière générale, LA CCIV s'engage à reverser au Nouveau Concessionnaire toutes recettes (redevances portuaires, recettes AOT, ...) qu'il percevrait pour le compte du Nouveau Concessionnaire antérieurement et postérieurement au transfert d'activité et relatives à l'exercice 2024 et suivants.

LA CCIV n'étant plus l'exploitant, il n'est pas redevable de la TVA sur ces encaissements. Les reversements des recettes et redevances au Nouveau Déléataire, encaissées à compter du 1er janvier 2024, seront donc toutes taxes comprises, TVA incluse.

Pour les besoins des déclarations de TVA, un récapitulatif des recettes encaissées au nom et pour le compte du Nouveau Concessionnaire sera envoyé par LA CCIV avant le 10 du mois suivant l'encaissement de la recette.

Inversement, le Nouveau Concessionnaire s'engage à reverser à LA CCIV toutes recettes qu'il percevrait pour le compte de LA CCIV postérieurement au transfert d'activité et relative à l'exercice 2024 et antérieur.

Le nouveau Concessionnaire n'étant pas redevable de la TVA sur ces encaissements, le reversement des recettes et redevances à LA CCIV seront toutes taxes comprises, TVA incluse. Pour les besoins des déclarations de TVA, un récapitulatif des recettes encaissées au nom et pour le compte sera envoyé par le Nouveau Concessionnaire avant le 10 du mois suivant l'encaissement de la recette.

Par exception au principe ci-dessus, les recettes perçues en 2024 par LA CCIV dont la validité est rattachée à l'exercice 2023, sont conservées par LA CCIV.

L'état détaillé des répartitions de recettes sera intégré dans la balance des paiements entre LA CCIV et le Nouveau Concessionnaire. Sont précisés en particulier, mais sans viser à l'exhaustivité, certains cas de figure dans les articles suivants.

Nonobstant le transfert des AOT encore en vigueur, dans l'hypothèse où les occupants continueraient de verser des redevances d'occupation à la CCIV ou à l'Autorité Concédante au-delà de la date d'entrée en vigueur effective du Contrat, la CCIV ou l'Autorité Concédante rétrocéderait les redevances au Nouveau Concessionnaire dans les meilleurs délais.

Les dépôts de garantie perçus par LA CCIV au titre, en particulier, des Autorisations d'Occupations Temporaires, seront transférés au Nouveau Concessionnaire.

La trésorerie générée par des recettes, en particulier les contrats annuels, ou tout autre encaissement versés avant le 1/1/24 et constituant du chiffre d'affaires ou tout autre produit comptable postérieur au 1/1/24 devra être transférée de la CCIV vers le Nouveau concessionnaire au plus tard le 1/1/24. Ces sommes sont exigibles au 1/1/24.

La trésorerie constituée avant le 1/1/24 pour faire face à des dépenses à engager postérieurement au 1/1/24 devra être transférée idem fin ci-dessus.

### **10.2 Chèques et virements**

Tout chèque qui serait établi à l'ordre de LA CCIV et tout virement qui serait fait au bénéfice de LA CCIV et constituant des recettes relatives à la période postérieure au 1er janvier 2024, sera encaissé par cette dernière qui s'engage à reverser les sommes correspondantes au Nouveau Concessionnaire dans le cadre de la balance des paiements, TVA incluse.

LA CCIV s'engage à informer les clients du changement de Concessionnaire.

Les fonds de caisses et caisses existants à l'échéance de la Concession, soit le 31 décembre 2023 à minuit, feront l'objet d'un inventaire physique contradictoire réalisé par LA CCIV et le Nouveau Concessionnaire.

Une fois les différents procès-verbaux visés par LA CCIV et le Nouveau Concessionnaire, les sommes correspondantes seront récupérées par LA CCIV.

Il incombe au Nouveau Concessionnaire d'alimenter les caisses par ses propres moyens afin d'assurer la continuité d'exploitation à compter du 1er janvier 2024.

## **ARTICLE 11 LITIGES**

### **11.1 Litiges dont le fait générateur est antérieur à la date de transfert**

L'ensemble des litiges ou dossiers contentieux en cours au 31 décembre 2023 inclus, ou qui naîtraient postérieurement à cette date mais ayant pour origine une contestation ou un fait générateur antérieur à cette date, restent gérés et pris en charge par LA CCIV

L'Autorité délégente et la CCIV conservent, chacun pour ce qui le concerne, la responsabilité des litiges (notamment commerciaux, avec des clients ou des fournisseurs, sinistres d'assurance hors sinistre dommages-ouvrages, litiges fiscaux, litiges prud'homaux,...) dont le fait générateur est survenu pendant la période pendant laquelle il était exploitant du ou des ports concernés par ledit litige. Les conséquences financières seront portées par l'Autorité délégente et la CCIV, chacun pour ce qui les concerne.

L'Autorité délégente et la CCIV notifieront dans les meilleurs délais au Nouveau Concessionnaire toute information dont il dispose concernant des éventuels recours administratifs ou contentieux dont les délais de recours n'ont pas été purgés à la date d'entrée en vigueur effective du Contrat (dont recours contre l'avenant ou recours contre l'attribution des AOT).

Le Nouveau Concessionnaire permettra à LA CCIV d'accéder aux informations et documents (comme les dossiers du personnel) se rapportant à son exploitation, et lui permettant, le cas échéant, de se défendre dans toute procédure qui lui serait intentée.

LA CCIV garantit le Nouveau Concessionnaire contre toute conséquence, y compris financière, de l'ensemble des éventuels litiges ou contentieux visés ci-avant qui se rapportent à son exploitation et qui restent de la responsabilité de LA CCIV. Toutefois, il est convenu entre les Parties que la trésorerie disponible arrêtée à la fin de la concession pourra être utilisée pour solder lesdits contentieux

La CCIV informera le Nouveau Concessionnaire des procédures pré-contentieuses ou contentieuses initiées par elle au 31 décembre 2023 et qui pourraient lui être transférées dans l'intérêt du service concédé.

La responsabilité de la CCIV et du Nouveau Concessionnaire ne sauraient être recherchées pour ce qui relève des conséquences qui résulteraient des choix faits par TPM en matière fiscale, notamment pour ce qui concerne le régime applicable des impôts directs locaux ainsi qu'en matière sociale

## **ARTICLE 12 BALANCE DES PAIEMENTS ENTRE LA CCIV ET LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE**

LA CCIV fournit le bilan de clôture des comptes sociaux au 31 décembre 2023 et une balance prévisionnelle des paiements annexés au présent protocole (Annexe XX). Ce bilan sera complété d'une explication des hypothèses retenues permettant notamment d'appréhender :

- Les modalités de mise en œuvre des principes du présent protocole pour aboutir à la balance prévisionnelle des paiements ;

- Le lien entre le bilan de clôture et la balance prévisionnelle des paiements.

Cette balance prévisionnelle des paiements différenciera également les flux dont les montants sont fermes et définitifs des flux pour lesquels les montants sont provisoires et actualisables.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2023 seront attestés par commissaire aux comptes de LA CCIV avant le 31 mai 2024. Les éléments constitutifs de la balance prévisionnelle des paiements, précisés et justifiés au regard du présent protocole, sont portés en annexe des comptes sociaux.

LA CCIV fournira une balance prévisionnelle actualisée tous les mois. La balance prévisionnelle des paiements distinguera les sommes dues par LA CCIV au Nouveau Concessionnaire et inversement. Cette balance différenciera également les flux dont les montants sont fermes et définitifs des flux pour lesquels les montants sont provisoires et actualisables. Elle sera accompagnée d'une note explicitant et justifiant les évolutions par rapport à la précédente balance prévisionnelle des paiements communiquée. L'Autorité Concédante se réserve la possibilité de demander la transmission de tout document justificatif ou information complémentaire.

La CCIV procèdera à un premier versement au 15 février 2024 pour notamment le dépôt de garantie des AOT, les provisions de congés, et le chiffre d'affaires encaissé en 2023 pour la période 2024.

La balance prévisionnelle des paiements sera actualisée au plus tard le 31 juillet 2024 pour devenir la balance définitive. La balance mentionnera l'ensemble des sommes dues aux parties. En cas d'écarts entre la balance prévisionnelle et définitive, LA CCIV produira un mémoire ad'hoc et les pièces justifiant ces écarts. Il s'engage également à produire les comptes sociaux clos au 31 décembre 2023 à l'Autorité Concédante au plus tard le 31 juillet 2024.

A compter de la réception des éléments mentionnés au paragraphe précédent, l'Autorité Concédante en vérifie la complétude et régularité au regard des stipulations du présent Protocole. A cet effet, elle se réserve la possibilité de demander la communication de tout document justificatif ou information complémentaire. Ces éléments sont réputés acceptés par l'Autorité Concédante dans le silence de cette dernière dans un délai de soixante (60) jours qui débute à compter de la date de réception des derniers documents. Une fois la balance définitive acceptée par les parties, les règlements afférents à la balance définitive des paiements seront réalisés dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date d'émission de la facture ; étant précisé que chacune des parties réglera respectivement et simultanément à l'autre ce qui lui est dû compte tenu des montants portés dans cette balance définitive des paiements. Par dérogation, les parties pourront envisager des paiements anticipés dans des conditions qu'elles définiront ensemble.

Si ces éléments ne sont pas acceptés par les parties, les parties se rencontrent afin de trouver une solution amiable dans un délai de trente (30) jours calendaires. Au terme de ce délai, en cas de désaccord persistant, la juridiction compétente prévue à l'Article 23 du présent protocole sera saisie par l'une ou l'autre des Parties.

### **Titre 3. ÉLEMENTS TRANSFERES DE LA CCIV AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE ET A L'AUTORITE CONCEDANTE**

---

#### **ARTICLE 13 CESSION DES STOCKS ET APPROVISIONNEMENTS**

---

Les parties conviennent de faire réaliser un inventaire, le cas échéant par un expert indépendant, de l'état des stocks et approvisionnements nécessaires à la continuité de service public.

En cas de stock de carburant demeurant dans les cuves à la date d'entrée en vigueur effective du Contrat, payé par la CCIV ou l'Autorité Concédante, ces derniers renoncent à réclamer au Nouveau Concessionnaire toute indemnisation à ce titre.

#### **ARTICLE 14 SORT DES LOGICIELS, LICENCES ET FICHIERS DES CLIENTS-ABONNES**

---

##### **14.1 Logiciels métiers appartenant à l'Ancien Déléataire**

Les logiciels métiers propriété de la CCI, ne sont pas transférés.

Les autres logiciels comprenant les outils et logiciels spécifiques aux fonctionnements des ports de plaisance sont repris ou non par le Nouveau Concessionnaire à son libre choix compte tenu des conditions des contrats fournisseurs.

##### **14.2 Logiciels métiers appartenant à l'Autorité Concédante**

Les logiciels intégrés à la liste des biens de retour demeurent la propriété de l'Autorité Concédante.

##### **14.3 Licences**

Les licences attachées aux biens informatiques mis à disposition de LA CCIV par l'Autorité Concédante, en cours d'exécution de la concession de service public sont remises à l'Autorité Concédante à la date du 31 décembre 2023.

Les licences des systèmes d'exploitation des postes informatiques sont transférées avec les ordinateurs selon les conditions fixes par les contrats fournisseurs.

##### **14.4 Fichier des clients-abonnés**

LA CCIV transmet gratuitement à l'Autorité Concédante ou, sur instruction de celle-ci, au Nouveau Concessionnaire, l'ensemble des données constituant le fichier des clients et usagers des services portuaires conformément à l'article 7 au plus tard le 31 décembre 2023.

##### **14.5 Fichiers des éléments de paie**

LA CCIV transmet gratuitement à l'Autorité Concédante ou, sur instruction de celle-ci, au Nouveau Concessionnaire, les éléments nécessaires à l'établissement de la paie du personnel, au plus tard le 31 octobre 2023

#### **I4.6 Fichiers des immobilisations**

LA CCIV transmet gratuitement à l'Autorité Concédante et au Nouveau Concessionnaire, l'ensemble des données constituant le fichier des immobilisations, à la date de signature du contrat de concession.

#### **I4.7 Dispositions particulières nécessaires à la continuité du service public**

LA CCIV s'engage, pour chaque type de fourniture et consommables à laisser, au moment du transfert, un niveau de stock minimum garantissant une continuité normale du service pendant au moins un trimestre. La CCIV transmet un état des stocks et les montants associés à la signature du contrat du contrat de concession. Le Nouveau Concessionnaire s'engage à donner sa réponse 30 jours à compter de la réception de la liste.

## **Titre 4. DISPOSITIONS DIVERSES LIEES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE**

---

### **ARTICLE 15 ASSURANCES**

---

LA CCIV proposera le transfert transmission des contrats d'assurance et ce conformément au code de la commande publique. Elle procédera le cas échéant à la résiliation des contrats non transférés selon les dispositions contractuelles qui la lie à ses différents assureurs.

Le Nouveau Concessionnaire fait son affaire de la couverture des risques à assurer au titre de la Nouvelle convention de délégation de service public à compter du 1er janvier 2023 à 00h00, conformément aux dispositions contractuelles de la nouvelle concession de service public.

Les contrats d'assurance souscrits par l'Autorité Concédante ou la CCIV seront résiliés avec date d'effet à l'entrée en vigueur effective du Contrat.

### **ARTICLE 16 TRANSMISSION DES CLEFS ET CODES D'ACCES**

---

En tout état de cause, LA CCIV s'engage à laisser à disposition du personnel affecté aux ports de plaisance, et repris par le Nouveau Délégué, les clefs et codes nécessaires à l'accès aux différents sites d'exploitation.

Sur accord du Nouveau Délégué, les prestataires de service ayant vocation à continuer leur activité sur les emprises concédées conservent également l'accès aux différents sites.

La remise physique des clés et codes est fixée au 31 décembre 2023, au siège social de LA CCIV en présence de l'ensemble des Parties.

### **ARTICLE 17 POLLUTION DES SOLS**

---

La CCI déclare ne pas avoir connaissance de pollutions de sols sur l'emprise concédée et se porte garant en cas de découvertes de pollutions par le Nouveau Concessionnaire au cours des deux premières années d'exploitation ; étant entendu que le programme d'investissement ne suppose pas de travaux de dépollution et/ou de surcoût de construction lié à une éventuelle pollution/dépollution.

### **ARTICLE 18 APPLICATION ET DUREE DU PRESENT PROTOCOLE**

---

Le présent Protocole s'impose en tout état de cause aux Parties, pour les stipulations qui les concernent, jusqu'au solde définitif des éléments qui le constituent.

Les conditions d'exécution du Protocole font l'objet d'un suivi régulier par les Parties, et chaque réalisation de ces éléments pourra donner lieu à des validations tripartites pour l'élément concerné,

Un comité de suivi est mis en place à compter de la signature du contrat de concession et jusqu'à la réalisation complète des opérations liées au changement d'exploitant. Ce comité de suivi est constitué de X personnes de la CCIV et X personnes du Nouveau Concessionnaire, étant entendu que selon les sujets abordés au cours de ces comités les différents membres se réservent le droit d'inviter toute personne ayant qualité pour intervenir sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

Fréquence de convocation du comité à déterminer : 15j pendant les 3 premiers mois suivant la signature du contrat de concession puis 1 fois par mois sur les 3 mois suivants enfin en tant que de besoin.

## **ARTICLE 19      *TRANSITION AU TERME DE LA CONCESSION***

La période de transition prévue pour le Nouveau Concessionnaire, à compter de la date de notification de la future concession de service public et ce, jusqu'au 31 décembre 2023, lui permet d'assurer la reprise des biens et personnels, et de garantir la continuité du service public au 1er janvier 2024.

Au cas exceptionnel où un incident grave se produirait dans les jours précédant la prise en main du service par le Nouveau Concessionnaire, l'Autorité Concédante peut demander à LA CCIV de remédier à cet incident pour assurer la continuité du service, y compris si l'intervention de LA CCIV ne peut être achevée au terme de la concession de service public, le 31 décembre 2023 à 23h59.

Le cas échéant, les incidences financières attachés à ce cas exceptionnels en sont évaluées conjointement par l'Autorité Concédante et LA CCIV et seront intégrées à la balance des paiements.

## **ARTICLE 20 NOTIFICATIONS**

Pour l'application du présent Protocole, toute notification doit être adressées aux Parties aux adresses suivantes :

- Pour LA CCIV :

À l'attention de .....

.....

- Pour l'Autorité Concédante :

À l'attention de .....

.....

- Pour le Nouveau Concessionnaire :

À l'attention de .....

.....

Tout changement d'adresse de l'une des Parties est notifié aux autres Parties dans un délai de quinze (15) jours précédant la date dudit changement d'adresse.

## **ARTICLE 21 REGLEMENT DE LITIGES**

LA CCIV, l'autorité Concédante et le Nouveau Concessionnaire conviennent que les différends qui résultent de l'interprétation ou de l'application de la présente convention ou de ses annexes font l'objet d'une conciliation entre les Parties.

A défaut d'accord sur la nomination de l'expert ou de conciliation dans un délai de 3 mois à compter de la constatation du litige, après saisine des représentants légaux de chaque Parties la partie la plus diligente peut soumettre le litige au Tribunal Administratif de Toulon.

## **ARTICLE 22 LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Le présent Protocole est soumis au droit français.

Tout litige relatif à la formation, l'interprétation ou l'exécution du présent Protocole sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

Le protocole est régi par le droit français et devra être interprété conformément à celui-ci. Il en sera de même des actes qui seront établis ensuite.



## **ARTICLE 23      TRANSMISSION DU PROTOCOLE**

---

L'ensemble des stipulations du Protocole, ainsi que les droits et obligations qui en découlent, engagent les ayants droit des Parties. Ceux-ci sont donc tenus conjointement et solidairement des engagements qui y figurent.

Fait en trois exemplaires originaux,

À ..... , le ..... 2023

Pour l'**Autorité concédante**,

Pour LA CCIV,

Pour le **Nouveau Concessionnaire**,

## LISTE DES ANNEXES

---

Annexe **XX** Liste des salariés transférés

Annexe **XX** Etats individuels des soldes de congés payés **à la date du 31 décembre 2023**

Annexe **XX** Relevé des cuves de carburant au 31 décembre 2023

Annexe **XX** Liste des représentants de LA CCIV

Annexe **XX** Liste des contrats fournisseurs, sous-traitants, prestataires

### Liste des AOT en cours

Annexe **XX** Relevé contradictoire des compteurs d'eau, de gaz et d'électricité au 31 décembre 2023

Annexe **XX** États contradictoire des biens

Annexe **XX** Rapports d'audit environnemental effectués **(le cas échéant)**

Annexe **XX** Liste des courriers de résiliation des contrats fournisseurs

Annexe **XX** Liste des contentieux (y compris fiscaux et sociaux), réclamation et sinistre en cours.

Annexe **XX** Bilan de clôture au 31 décembre 2023 et balance prévisionnelle des paiements

Annexe **XX** Tableau synthétique des documents